

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 16/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BARBAZANGES TRI OUEST

6 rue Lafayette
44110 Châteaubriant

Références : 2023 N3 1004
Code AIOT : 0006302453

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans l'établissement BARBAZANGES TRI OUEST implanté Rue du Général Bradley 44110 Châteaubriant. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>)

Contexte : Incendie survenu la veille sur le site

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARBAZANGES TRI OUEST
- ZI - Rue du Général Bradley 44110 Châteaubriant
- Code AIOT : 0006302453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Centre de tri-transit avec découpage de métaux et ferrailles (avec presse)
Centre de dépollution de Véhicules Hors d'Usage
Transit de batteries

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'incendie de la veille
- Organisation des stockages

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Risques accidentels, Rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 21/02/1986, article 4	/	Sans objet
2	Risques accidentels, Moyens d'extinction et capacité de	Arrêté Préfectoral du 21/02/1986, article 3.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	confinement des eaux d'extinction			
3	Autres constats opérés lors de la visite	Arrêté Préfectoral du 21/02/1986, article 3.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite réalisée sur site a permis de dresser un état de la situation suite à l'incendie survenu la veille de la visite. Outre les analyses environnementales (dans l'eau prélevée dans le fossé de la voie verte et dans l'air à travers l'analyse des canisters), il est attendu de l'exploitant la mise en place de moyens de protection contre l'incendie complémentaires, des garanties sur la maîtrise du stock de déchets présent sur site après endommagement de la pelle alimentant la presse (qui est l'outil central permettant le fonctionnement du site).

Il est aussi attendu de l'exploitant qu'il tire un retour d'expérience de ce nouvel incendie sur le site (après celui survenu en octobre 2022) en redéfinissant ses conditions de stockage sur le site visant à limiter les risques de propagation d'un incendie. A la suite des propositions de l'exploitant, il paraît nécessaire de prescrire par arrêté préfectoral de nouvelles exigences pour réglementer le fonctionnement de ce site (même s'il existe des perspectives de déménagement d'une partie des activités sur un autre site à moyen terme).

2-4) Fiches de constats

N°1 : Risques accidentels, Rapport d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/1986, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : Rédaction du rapport d'accident
<p>Constats :</p> <p>Un incendie s'est déclaré sur le site d'exploitation situé rue Bradley à Châteaubriant le 10 octobre 2023 à 16h25. L'incendie a démarré sous un tas de platins dans un volume estimé à 900m³. Les salariés du site ont détecté (vu) des fumerolles (16h23) et sont intervenus pour accéder à la source en déplaçant les platins (alerte des salariés 16h25 et du SDIS 16h30). Les déplacements de matériaux ont entraîné des appels d'air qui ont attisé l'incendie ; les métaux sont en mélange avec des plastiques et des mousses, ce qui explique les importants dégagements de fumées constatées. Le feu a été maîtrisé entre 20h et 21h avec uniquement quelques fumerolles résiduelles présentes lors de l'inspection le lendemain.</p> <p>Concernant la source du sinistre, aucun VHU non dépollué n'est concerné, pas d'opération de maintenance en cours et les postes d'oxy-découpage sont à plus de 50 m du sinistre. L'exploitant soupçonne, à ce stade, des piles restées dans des véhicules qui se seraient corrodés en présence d'humidité ou des frictions de matériaux ayant entraîné un échauffement ou les températures élevées de la saison (la température extérieure étant encore de l'ordre de 30°C).</p> <p>Les services d'incendie et de secours ont été alertés par l'exploitant dont les équipes ont tenté d'éteindre l'incendie, en isolant le foyer, en disséminant les matières combustibles sur les allées et en utilisant des extincteurs (tentatives qui se sont avérées insuffisantes). Le sinistre a été à l'origine d'un important panache de fumées qui était orienté vers la ville de Châteaubriant avec une retombée du panache en ville. Trois canisters ont été posés par le SDIS, dont un témoin, 1 au niveau de la ville rose (cité HLM à 300 ou 400 m du site) et 1 sur la place de la poste en centre-ville. Selon le SDIS le nuage était visible jusqu'à Soudan. Les mesures effectuées par le SDIS avec leurs</p>

appareils portatifs n'ont détecté aucun produit dangereux (CO et HCN notamment).
Au préalable de l'opération d'extinction du feu entrepris par les pompiers, la vanne de confinement en sortie de séparateur hydrocarbures a été fermée par l'exploitant (cf prescription suivante).
Une surveillance continue a été mise en place par l'exploitant avec son prestataire de surveillance pendant la nuit pour prévenir tout risque de reprise.
Conséquence matérielle : Sur le plan matériel, la presse semble intacte mais la pelle fixe servant à l'alimentation de la presse est hors d'usage. Le site ne dispose plus que de pelles mobiles, moins efficaces et ne permettant pas d'alimenter la presse à ce stade.
Remarque 1 : Il est attendu de la part de l'exploitant la transmission d'un rapport d'accident relatant la chronologie précise des faits, les conséquences ainsi que les actions correctives prévues par l'exploitant pour tenir compte du retour d'expérience de cet incendie. A noter que ce site a connu un incendie le 4 octobre 2022 suite auquel l'exploitant avait mis en place un certain nombre de dispositifs additionnels qui ont permis de limiter les conséquences de l'incendie (notamment mise en place d'un îlotage des VHU non dépollués avec blocs béton installés à cette occasion).
Il est attendu de la part de l'exploitant qu'il confirme la commande d'analyse des canisters et d'analyse des eaux de ruissellement collectées au moment du sinistre notamment.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Risques accidentels, Moyens d'extinction et capacité de confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/1986, article 3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'extinction et capacité de confinement des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : Capacité en eaux d'extinction Moyen de confinement des eaux d'extinction Propagation de l'incendie
Constats : Les eaux d'incendie ont été confinées sur site (au moins une partie) dans les réseaux et au niveau du séparateur d'hydrocarbures (isolement par vanne), elles vont être pompées par la société Quirion et mises en IBC sur site dans l'attente de leur traitement en tant que déchets dangereux. Par ailleurs, des écoulements ont été constatés dans le fossé public de la voie verte sans trace particulière de pollution (absence de trace d'irisation ou de moussage). L'exploitant s'est engagé à réaliser des analyses de ces effluents pour vérifier leurs caractéristiques. Il est attendu que soient analysés a minima les paramètres suivants : métaux, HCT, dioxines furannes, HAP, BTEX, COHV, PFAS, MES, DBO5 et DCO. Non-conformité 1 : Les équipes ont fermé la vanne de barrage en sortie de séparateur hydrocarbures mais cette vanne n'a pas pu être totalement fermée. L'exploitant rendra étanche cette vanne ou prévoira un dispositif équivalent pour confiner les eaux d'extinction sur site en cas de sinistre. Non-conformité 2 : Les services d'incendie et de secours ont été confrontés à une ressource en eau nettement insuffisante pour faire face à ce sinistre (des travaux au niveau du château d'eau expliqueraient pour partie la situation rencontrée). Au vu des potentiels incendies et du retour d'expérience, il est attendu de la part de l'exploitant qu'il complète les moyens en eau par la mise en place d'une réserve en eau incendie complémentaire sur site (à dimensionner en lien avec les services d'incendie et de secours).

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Autres constats opérés lors de la visite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/1986, article 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Autres constats opérés lors de la visite
Prescription contrôlée : Prescriptions additionnelles contrôlées
<p>Constats :</p> <p>Remarque 2 : Les zones de stockage apparaissent nettement insuffisamment matérialisées sur le site et l'organisation des stockages et les quantités présentes au jour de l'inspection ne permettent pas de limiter les risques de propagation d'un incendie ou de zones d'effets sortant des limites de propriété (exemple de stockage de platins en limites de propriété côté parking Leclerc ou d'autres zones de stockage avec des déchets combustibles en limite de propriété). Il est attendu de l'exploitant un plan de diminution des quantités de déchets sur site avec définition de zones de stockage (en limitant les hauteurs et volumes de zones de stockage dans chacune des zones).</p> <p>Le plan d'organisation des stockages datant de 2019 est insuffisamment précis.</p> <p>L'exploitant étudiera la possibilité d'augmenter le nombre de cases de stockage via des blocs béton (et le renforcement de la protection de la pelle via la mise en place de blocs béton en remplacement des traverses en bois) et veillera à éviter les stockages de matières combustibles en limite de propriété.</p> <p>Remarque 3 : Au titre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant est tenu de réaliser une campagne de caractérisation des PFAS dans un délai de 9 mois à compter de la parution de cet arrêté.</p> <p>Non-conformité 3 : La rétention sous les stockages d'huile était en grande partie remplie. Il est rappelé à l'exploitant que ces rétentions ont vocation à être vides. Outre la vidange de la rétention en tant qu'action corrective à court terme, il est attendu de l'exploitant la mise en place de contrôles périodiques permettant de vérifier le respect dans le temps du principe de rétention vide.</p> <p>Non conformité 4: La visite du site a mis en évidence des erreurs de tri ou de zones de stockage:</p> <ul style="list-style-type: none"> - exemple d'un contenant de D3E vidé sur une aire non dédiée hors des bennes spécifiques dédiées à cet usage ; - présence sur une zone non imperméabilisée de chaînes de production susceptibles de contenir des matières polluantes et un chariot élévateur en mauvais état.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet